
L'exploitation sexuelle et la violence contre les femmes à la base du modèle de la plantation industrielle

L'oppression patriarcale est inséparable du modèle de la plantation industrielle, et elle est à la base de la façon dont les entreprises génèrent des profits. Les entreprises ciblent les femmes, notamment en raison de leur rôle fondamental dans la vie de la communauté. Des femmes de Côte d'Ivoire, de la Sierra Leone et du Cameroun, qui sont en première ligne de la résistance, ont partagé leurs points de vue avec le WRM.

Les colonisateurs européens se sont appuyés sur les plantations en monoculture à grande échelle pour imposer leur domination sur les peuples et les territoires du Sud. Le modèle de plantation qu'ils ont imposé, consistant à planter une seule espèce, généralement sur les terres les plus fertiles et les plus plates et dotées d'un approvisionnement en eau suffisant, est encore celui qui est appliqué aujourd'hui. Cette mainmise sur de vastes superficies de terres et la spoliation des populations locales ont été (et sont toujours) maintenues en place par l'oppression. Les relations de pouvoir inégales sont généralement discriminatoires à l'égard des peuples autochtones et des communautés traditionnelles, et en particulier des femmes.

La violence inhérente au modèle de la plantation coloniale n'épargne pas les systèmes de reproduction de la vie. C'est-à-dire, entre autres, les systèmes d'organisation collective, la souveraineté alimentaire, les soins communautaires, la diversité culturelle et linguistique et les connaissances ancestrales. Les composantes de ces systèmes de reproduction qui ne peuvent être commercialisées sont généralement rendues invisibles. Elles ne sont donc pas reconnues comme un travail. Les tâches associées reposent généralement sur les épaules des femmes. Ainsi, la violence des sociétés de plantations cible également les femmes, dans leur rôle de pilier de la cohésion communautaire. L'oppression patriarcale est inséparable du modèle de la plantation industrielle, un modèle qui reste à la base de la manière dont les entreprises de plantations génèrent des profits. (1)

Des femmes confrontées aux plantations industrielles de palmiers à huile qui sont gérées par la société luxembourgeoise et belge SOCFIN en Sierra Leone ont confié au WRM que :

« L'entreprise profite du travail des femmes de bien des façons [...] Une fois que l'entreprise s'est emparé des terres, les femmes n'ont la plupart du temps d'autre choix que de travailler pour cette entreprise. Parce qu'elles ne peuvent pas retourner dans leurs fermes et reprendre leurs activités normales ; elles ne peuvent pas défendre leur famille ; elles ne peuvent pas s'occuper de leurs enfants ; elles ne peuvent même pas prendre soin d'elles-mêmes ou mettre de la nourriture sur la table. Elles ne peuvent pas produire de la nourriture comme c'était le cas auparavant pour leur propre usage, et doivent donc maintenant l'acheter sur les marchés. Elles n'ont d'autre choix que de chercher un emploi dans ces plantations, au sein de cette entreprise.

Et elles ne sont pas bien payées. Les entreprises savent très bien que les femmes n'ont pas d'autre alternative, alors elles décident du montant de leur salaire, et même de la manière de les traiter. Chaque jour, les femmes doivent parcourir de longues distances à pied pour aller à leur travail puis revenir chez elles, en marchant très longtemps, ce qui les expose à la violence.

Leurs enfants, pour la plupart, tournent mal. Car si vous ne pouvez pas vous occuper de vos enfants – en particulier des filles – au moment où elles ont le plus besoin de vous, elles accepteront tout ce qu'un homme peut leur donner pour survivre. Les difficultés sont donc très nombreuses. »

Des femmes confrontées à la société d'huile de palme PalmCI en Côte d'Ivoire, ont également déclaré au WRM :

« Les entreprises d'huile de palme surexploitent les femmes. Neus pouvons vous assurer que nous leur sont très utiles ; nous sommes des travailleuses exceptionnelles pour les entreprises. Nous ramassons les noix de palme toute la journée sans se reposer, jour après jour pendant des années. »

Lorsque les Malaisiens visitent les plantations, nous devons nous cacher et éviter d'être vues par eux. Pourquoi doit-on les cacher si le travail que nous faisons est légal ? D'autres de mes collègues sont obligées de couvrir la bouche de leur bébé avec leur main pour étouffer leurs cris et éviter d'être détectées. Les entreprises surexploitent les femmes pour générer des profits. C'est ce qui se passe. »

Par ailleurs, d'autres femmes qui s'opposent à la société Socapalm, une entreprise camerounaise qui fait également partie du groupe Socfin, ont expliqué au WRM :

« Des femmes de différents villages de la région doivent marcher de longues distances pour venir sur cette toute petite parcelle de terre. C'est le seul endroit que nous avons pu trouver pour installer nos petites parcelles de jardin potager. Regardez, les pommes de terre sont très petites. La plantation de palmiers à huile est juste là, trop proche. Rien ne pousse bien parce que les plantations sont juste là. Comme vous pouvez le voir, c'est la seule terre qu'il [nous] reste. Vous pouvez voir à quel point nous souffrons. Ce petit champ ne peut pas produire assez pour nos familles. La terre produit très peu parce que nous devons planter sur la même parcelle chaque année. Nous manquons de terres pour produire notre nourriture. Socapalm a pris nos terres. Socapalm a tout pris. »

Une fois que les entreprises ont mis en place et exploitent leurs plantations industrielles, les violences sexuelles et l'oppression envers les femmes et les filles augmentent considérablement. Viol, maltraitance physique et psychologique, harcèlement, persécution, travail en échange de relations sexuelles, passages à tabac, intimidation, grossesses violées, présence de gardes armés dans et autour des maisons des habitants et dans les communautés, faibles salaires, conditions déplorables et longues journées de travail, travail non rémunéré, utilisation constante de produits toxiques sans protection, impacts sur la santé reproductive et sexuelle des femmes, perte d'accès à la terre, à l'eau, aux moyens d'existence et de subsistance des femmes – ce qui se traduit par un travail domestique et communautaire plus dur, plus intense et plus long – ne sont que quelques-uns des impacts des plantations industrielles qui ne sont souvent pas nommés mais simplement appelés « impacts différenciés ». (2)

Les auteurs de ces violations horribles et constantes, commises contre le corps, la vie et l'esprit des femmes, restent presque toujours impunis.

Des femmes de la Sierra Leone ont ajouté :

« Les violences contre les femmes se poursuivent sans réelle intervention de nos autorités locales ou de la police. Si vous êtes contre l'entreprise, personne ne vous écoutera. »

Des femmes ont été arrêtées. Elles ont été agressées et battues – pour des crimes que la plupart

d'entre elles nient avoir commis – et ont été emmenées à la police pour qu'elles soient inculpées. Personne ne semble se soucier de ce qui nous arrive. Personne ne veut savoir ou prendre des mesures contre les auteurs de ces crimes. Nous sommes confrontées à de nombreuses difficultés avec ces plantations. Parfois, il y a des accidents. Si vous êtes blessée dans votre travail, ou si vous êtes confrontée à un autre problème, vous serez licenciée sans même qu'on envisage de s'occuper de vous. Vous vous retrouverez à dépenser jusqu'à votre dernier centime.

Dans l'état actuel des choses, la communauté elle-même respecte actuellement un couvre-feu. Car après minuit, vous ne verrez plus aucune femme à l'extérieur. Tout le monde sait qu'il est plus sûr pour vous de rester à l'intérieur.

Et pour couronner le tout, il y a cette peur qui s'est répandue parmi nous, depuis le dernier incident au cours duquel nous avons perdu deux membres de notre communauté. Cela a été très brutal. Quand la police et l'armée sont arrivées, cela a été très brutal. Ils ont procédé à de nombreuses arrestations forcées, moi y compris. J'ai été arrêtée très tard dans la nuit. Je dormais, ma porte a été ouverte de force et on m'a fait sortir, on m'a battue et on m'a emmenée en détention. »

À ce sujet, les femmes de Côte d'Ivoire ont également déclaré :

« Les femmes sont victimes d'abus physiques et d'autres formes de maltraitance. Les femmes sont battues et injustement accusées pour l'utiliser comme un prétexte pour leur demander des faveurs. Il y a aussi des abus sexuels mais ceux-ci sont passés sous silence. On leur dit : « Je t'ai vue dans notre plantation voler des fruits... Si tu t'occupes de moi, je m'occuperai de toi », leur dit-on. Ce qui signifie que « je te laisserai partir avec les noix de palme si tu as des relations sexuelles avec moi ». Ces abus sont en effet de plus en plus fréquents car les plantations sont toujours là et les violeurs sont toujours là aussi.

Les auteurs sont-ils punis ? Vous plaisantez, qui les punirait ? Ils prétendront que vous êtes entrée dans une propriété privée et que vous méritez ce qui vous est arrivé. Ils vous demanderont si vous avez le « bras long » comme on dit ici, si vous avez une personne puissante dans votre famille ou si vous connaissez un membre influent du gouvernement qui peut soutenir votre plainte. Personne n'a été puni pour ces crimes, malgré les bras cassés et les enfants et femmes traumatisés. Ces crimes restent impunis parce que c'est la loi du plus fort. »

Il est également dans l'intérêt des entreprises et de leurs bailleurs de fonds (banques régionales et de développement des pays du Nord, Banque mondiale, consultants financiers, etc.) que la domination d'un modèle patriarcal, en particulier la violence et les abus contre les femmes qui fait partie intégrante de ce modèle de plantation, reste invisible pour les consommateurs, et donc sans conséquences pour ceux qui commettent ces actes violents.

Pourtant, contre toute attente, les femmes sont à l'avant-garde de la résistance et de la défense de la vie.

Les femmes de la Sierra Leone nous ont déclaré :

« Nous avons fait de notre mieux au fil des ans pour organiser des manifestations ; nous sommes passées d'une communauté à l'autre, pour sensibiliser d'autres femmes dans différentes communautés et les inciter à ne pas céder à des accords conclus en notre nom. Nous avons demandé à être associées tous les aspects des accords fonciers dans notre communauté. Nous avons fait en sorte de rappeler à nos autorités que nous ne voulons rien de la Socfin. Nous voulons

recupérer nos terres ! »

Dans ce contexte, le 25 novembre, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, l'Alliance informelle contre les plantations industrielles de palmiers à huile s'est réunie pour dénoncer les violences et les abus sexuels auxquels sont confrontées dans leur vie quotidienne des milliers de femmes qui vivent dans et autour des plantations industrielles de palmiers à huile, en particulier dans les pays d'Afrique occidentale et centrale. Cette vidéo vise à exprimer notre solidarité avec toutes les femmes qui s'organisent pour résister à ces plantations et qui sont se retrouvent seules face à ces violences et ces abus passés sous silence.

[Vous pouvez voir la vidéo en anglais, en français, en espagnol ou en portugais ici.](#)

*** Tous les noms pour cet article ont été omis pour des raisons de sécurité.*

(1) [Plantation patriarchy and structural violence: Women workers in Sri Lanka](#)

(2) Bulletin WRM 236, « [Femmes et plantations : quand la violence devient invisible](#) », 2018 ; [Briser le silence : harcèlement, violences sexuelles et abus à l'encontre des femmes dans et autour des plantations industrielles de palmiers à huile et d'hévéas](#)